



HAL
open science

L'économie de la défense, un domaine de réflexion négligé par les économistes français

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. L'économie de la défense, un domaine de réflexion négligé par les économistes français. ARES, 1991, Economie de la défense, XII (1990-4), pp.9-16. hal-02942501

HAL Id: hal-02942501

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02942501>

Submitted on 22 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'économie de la défense, un domaine de réflexion négligé par les économistes français.

Jacques Fontanel

Arès, Défense et Sécurité
Volume XII- 1990

Résumé : les économistes français n'abordent la question de la défense uniquement sur le domaine budgétaire des dépenses militaires. Or, la défense et la sécurité nationales sont nécessaires à l'ensemble de l'économie, même si, en temps de paix, des dépenses sont souvent qualifiées d'improductives. La question est alors posée du « fardeau de la défense », comme si celle-ci n'apportait pas la sécurité nécessaire à toute activité économique. L'économie de la défense n'a pas encore trouvé sa place comme discipline fondamentale de la science économique.

French economists address the question of defence only in the budgetary area of military spending. Yet national defence and security are necessary for the economy as a whole, even if, in peacetime, spending is often described as unproductive. The question is then raised of the "burden of defence", as if it did not provide the security necessary for all economic activity. Defence economics has not yet found its place as a fundamental discipline of economic science.

Economie de la défense, dépenses militaire, budget militaire
Defense economics, military expenditures, military budget

La géopolitique de la guerre froide était basée sur l'idée selon laquelle il existait une rivalité mortelle entre le capitalisme et le socialisme. Les relations américano-soviétiques étaient comprises comme un jeu à somme nulle, les intérêts de chacune des parties étant jugés nécessairement opposés à ceux de l'autre partie. La planète était alors perçue comme un champ de bataille idéologique, politique, militaire, sur lequel les Etats-Unis étaient le leader d'une course effrénée aux armements, compte tenu des responsabilités que les pays capitalistes développés lui avaient laissé assumer. La chaîne des actions et réactions dans le domaine nucléaire a créé la stratégie MAD de l'équilibre de la terreur. Pourtant, malgré l'importance des forces militaires en présence, la lutte armée entre les forces capitalistes et les forces communistes n'a pas dominé le XX^{ème} siècle. Certes, l'URSS a combattu l'Allemagne nazie, mais elle était alors au côté des Alliés. En fait, sauf dans les guerres nationales de libération, la guerre entre le socialisme et le capitalisme, entraînant une lutte entre Etats, n'a jamais vraiment eu lieu, même si les conflits vietnamiens et afghans présentent des caractéristiques idéologiques incontestables. Par contre, les guerres des grandes puissances entre économies capitalistes ont toujours eu tendance à menacer l'équilibre stratégique mondial. Pour l'avenir, ce n'est pas parce que le socialisme concret se meurt que les conflits armés seront pour autant en voie d'extinction. Très rapidement, d'autres formes de conflits peuvent surgir, qui ne recouperont certainement pas le désormais désuet clivage entre les pays de l'OTAN et ceux du défunt Pacte de Varsovie. Les affaires irakiennes et yougoslaves de cette fin d'année 1991 en sont de sinistres illustrations.

Actuellement, les deux grandes puissances militaires sont intéressées par une transition vers un monde interdépendant multipolaire. L'idée selon

laquelle la sécurité doit être assurée avec le minimum d'armes, sur la base de l'équilibre de la menace, commence à ne plus être jugée subversive. Au contraire, en ce début du mois d'octobre 1991, les propositions de désarmement des Etats-Unis et de la moribonde URSS de Gorbatchev deviennent de plus en plus intéressantes, à la fois par leur globalité et leur précision. L'élimination complète de la force nucléaire n'est certes pas encore d'actualité, mais elle constitue, à plus long terme, un objectif essentiel de l'humanité. Il faut s'attacher, dans l'immédiat, à ce que la balance nucléaire reste en équilibre, avec les charges nucléaires les plus réduites possibles, compatibles avec la recherche d'une sécurité nationale et internationale optimale. Les procédures de désarmement engagées par les grandes puissances ont plusieurs explications, dont les plus répandues sont l'incapacité des Etats-Unis et de l'URSS à continuer une course aux armements coûteuse dans le contexte d'une crise économique importante et la nécessité pour ces deux pays, l'un de retrouver sa puissance économique très menacée par ses amis stratégiques et rivaux commerciaux que sont la Communauté Economique Européenne et l'Asie du Sud-Est, l'autre de faire face à la crise sociale d'un communisme maintenant largement condamné à l'intérieur même des pays de l'Europe de l'Est, URSS comprise, et en proie à de violents conflits internes. Il n'est pas possible de dire s'il s'agit d'un véritable processus de désarmement rationnel, durable, fondé sur l'idée selon laquelle il existe à la fois un gaspillage des ressources rares et une sécurité internationale qui n'est plus vraiment (ou mieux) assurée par les dépenses militaires, ou s'il s'agit d'une pause dans un processus de conflit à long terme nécessitée par les crises politiques et économiques des grandes puissances.

Depuis 50 ans, le gouvernement fédéral des Etats-Unis a dépensé 8 000 milliards de dollars constants (1991) pour l'armement, soit 7 % de son PIB et 35% de son budget. Il dispose de 13 000 armes nucléaires, de 32 divisions d'armée de terre, de 36 escadres tactiques et de 550 navires. La force américaine en mer compte à présent 5 620 ogives à bord de 31 sous-marins. Le seul Trident peut embarquer 192 ogives. Si l'on tient compte du budget de «The Authority Defence» les dépenses militaires américaines en milliards de dollars 1991 ont considérablement varié selon les périodes de tension qui traversaient la scène politique internationale (voir tableau n° 1).

En termes de dépenses militaires, les années 1980 sont exceptionnelles dans leur évolution. Elles commencent avec une augmentation considérable des dépenses militaires et de la militarisation des économies et elles se terminent avec un processus de désarmement qui s'exprime progressivement

Tableau n° 1 -
Les dépenses militaires des Etats-Unis de 1951 à 1990 ¹

en dollars 1991

1961	218	1971	242	1981	257
1962	251	1972	234	1982	292
1963	254	1973	224	1983	309
1964	243	1974	215	1984	329
1965	233	1975	208	1985	351
1966	279	1976	216	1986	335
1967	305	1977	227	1987	322
1968	309	1978	224	1988	316
1969	298	1979	224	1989	311
1970	269	1980	228	1991	303

dans l'ordre économique, du fait du jeu simultané des difficultés économiques internationales qui réduisent le potentiel d'évolution de dépenses jugées improductives et de la crise du système des économies planifiées de l'Europe de l'Est. Les Etats-Unis d'Amérique, soucieux de redevenir une puissance respectée et désireux d'oublier la guerre du Vietnam, se sont lancés dans le plus important effort d'armement jamais entrepris en période de paix relative. L'URSS a été amenée à suivre, mais de manière moins massive, compte tenu de ses difficultés économiques. Poussés par cette course aux armements, les Alliés respectifs de l'OTAN et du Pacte de Varsovie ont participé à cette évolution, parfois en acceptant indirectement la prise en charge d'une partie du fardeau de l'Alliance, parfois en déterminant collectivement un taux de croissance des dépenses militaires. Ainsi l'OTAN avait fixé une règle de 3 % d'augmentation des dépenses militaires, qui ne fut d'ailleurs pas souvent respectée, même si elle eut incontestablement un effet d'annonce, incitant les Alliés à augmenter leur effort militaire. C'est ainsi que les modèles de course aux armements de pays comme la France et le Royaume-Uni mettent en évidence le fait que leurs dépenses militaires sont mieux corrélées avec les dépenses des Etats-Unis qu'avec celles de l'Union Soviétique. L'importance des effets d'imitation est supérieure, pour la période de l'après-guerre, à celle des effets de réaction. Les pays en voie de développement ont aussi intensifié leurs programmes d'acquisition d'armements et, ce faisant, ils ont considérablement accru leurs dépenses militaires jusqu'au milieu des années 80. Depuis 1986, on assiste progressivement à un élargissement des forces sociales dans le monde qui réclament le désarmement. D'un point de vue strictement économique, il est

cependant intéressant de constater que la réduction des dépenses militaires a été relativement faible², malgré des prévisions à la baisse pour 1992. C'est plutôt la politique du "wait and see" qui semble l'emporter. Pourtant, un «vrai» désarmement ne peut avoir de signification à terme sans une réduction progressive de l'effort financier de l'armement.

Il est aisé de constater des divergences assez considérables d'estimations entre les deux principales sources internationales d'informations sur les dépenses militaires. Les définitions différentes du secteur militaire, le secret militaire, la mauvaise application des taux de change comme instrument de conversion en une unité monétaire commune constituent les principales difficultés relatives à l'estimation des dépenses militaires et à leur comparaisons intertemporelles et internationales³.

Tableau n° 2 -

Estimation des dépenses militaires par le SIPRI

(en millions de dollars US aux prix et taux de change constants 1988)⁴

Pays	1980	1984	1987	1988	1990
Canada	7,23	9,09	9,75	9,90	9,79
USA	206,57	270,92	305,08	294,90	268,11
France	32,22	34,10	36,14	36,11	36,39
RFA	33,81	33,71	35,32	35,10	38,02
Italie	14,17	16,06	19,20	20,43	20,16
U.K.	31,10	36,51	35,71	34,63	32,47
Japon	20,10	23,50	27,29	28,52	30,48

Aux Etats-Unis, il y a 6,5 millions de personnes employées pour la défense et 5,6 % de la population active. Pour l'URSS c'est entre 15 et 20 % du Produit National Brut qu'il fallait estimer le poids des dépenses militaires avant l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir.

Depuis la crise de l'Europe de l'Est, la question des armements est constamment posée, mais toute modification de l'équilibre pose des problèmes stratégiques ardues à résoudre. Ainsi, en période de transition, les déséquilibres se développent et sont susceptibles de remettre en cause la paix. Si le mouvement actuel est plutôt favorable à une réduction de la course aux armements, il n'est pas pour autant irréversible. Pendant toute la période de mutation militaro-industrielle, il s'agit de ne point se tromper sur la signification de l'évolution des stocks d'armes. Comme il est toujours

Tableau n° 3

Dépenses militaires selon l'USACDA

(en milliards de dollars constants 1987)⁵ et dépenses militaires estimées par la méthode des parités de pouvoir d'achat pour 1986 (avec un *) ou 1987⁶.

Pays	1980	1984	1987	1988	1986 (PPA)
Canada	7,07	8,70	9,91	10,0	8,27*
USA	203,70	266,80	306,00	307,70	288,59*
France	32,12	34,63	36,09	35,95	23,82
RFA	34,57	35,69	35,56	35,10	21,55*
Italie	14,23	16,33	19,15	20,43	14,89
U.K.	32,49	36,17	35,93	34,68	32,41*
Japon	19,32	23,71	27,55	28,87	14,16
URSS	280,40	296,80	313,00	299,80	—

Tableau n° 4

Dépenses militaires de l'URSS

en milliards de roubles⁷

Dépenses	1989	1990
Achats militaires	32,6	31,0
RD	15,3	13,2
O&M	20,2	19,4
Construction	4,6	3,7
Pensions	2,3	2,4
Autres	2,3	1,3
Total	77,7	71,0

nécessaire de ne pas se tromper de guerre et de disposer des équipements adéquats pour assurer sa propre sécurité, il faut aussi ne pas se tromper de désarmement, sous peine d'être à l'origine de nouveaux conflits.

Cependant, les évolutions globales et structurelles des dépenses militaires constituent d'excellents indicateurs du désarmement à moyen terme. Elles

mettent en évidence le prix qu'une collectivité attache à sa sécurité dans le cadre de la situation stratégique internationale immédiate. Elles soulignent l'importance de l'effort consenti par la collectivité pour éviter les menaces, dominations ou potentialités de conflits armés. Cependant, les comparaisons intertemporelles et internationales des dépenses militaires sont probablement des informations en soi insuffisantes pour constituer la base de travail d'un désarmement progressif à moyen terme. Dans ces conditions, les structures des dépenses militaires devraient être dévoilées, car elles mettent en évidence les priorités stratégiques nationales et elles soulignent des déséquilibres dangereux qui pourraient éventuellement apparaître dans certains types de forces particulièrement efficaces comme l'arme nucléaire. La connaissance structurelle des efforts de défense est utile à la fois pour les comparaisons internationales et intertemporelles, même si elles présentent parfois une grande difficulté d'analyse, comme en témoignent les études menées par l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine⁸, et pour une première analyse sommaire des priorités stratégiques des Etats, de leurs choix, de leurs moyens et des évolutions de ceux-ci. Une augmentation rapide des dépenses militaires peut indiquer soit une inquiétude nationale qui s'exprime par un accroissement rapide de l'effort de défense, soit un comportement belliqueux qui souligne les préférences des hommes au pouvoir pour la résolution violente des conflits potentiels, soit encore la nature des choix stratégiques.

Les dépenses militaires donnent une mesure du partage du fardeau des Alliés. Si fardeau il y a, la connaissance de l'effort de défense souligne la nécessité d'une répartition efficace entre les dépenses militaires et les défenses civiles, répartition qui, dans le court terme, assure le respect des principes gouvernementaux de la sécurité nationale, sans remettre en cause, dans le long terme, la croissance et le développement économiques, garants fondamentaux de la permanence d'un potentiel de dépenses suffisant pour conserver le niveau apparent de forces militaires susceptible d'éloigner les menaces et conflits avec d'éventuels adversaires. Dans le cadre d'un désarmement, les effets économiques attendus des dépenses militaires ne sont pas négligeables.

Pourtant, l'économie de la défense n'a pas encore trouvé sa place comme discipline fondamentale de la science économique. S'il est largement répandu dans l'opinion publique que plus d'armes impliquent souvent moins d'écoles, l'analyse concrète des dépenses de défense est récente et elle ne produit pas

encore des résultats décisifs et incontestables. Les économistes semblent toujours ignorer les conflits qui n'auraient pas de raisons ou de conséquences purement économiques. C'est pourtant oublier un peu rapidement le formidable coût de la course aux armements de ces cinquante dernières années qui semble partiellement à l'origine de la violente crise systémique de l'Union soviétique et de l'affaiblissement incontestable de la puissance économique et financière des Etats-Unis. A un moment où les armes résonnent encore et où les Etats et les opinions publiques parlent de plus en plus de désarmement, les analyses économiques des conséquences d'une réduction des dépenses militaires et d'une récession des industries d'armement deviennent de plus en plus nécessaires pour préparer les choix des gouvernants. Si les économistes américains semblent de plus en plus concernés par cette question, notamment avec la création d'*ECAAR*, l'*Association des Economistes contre la course aux armements*, la France reste un peu à l'écart de ce champ de recherche. *ARÈS* se propose de fournir annuellement un numéro spécial consacré à l'économie de la défense, afin de susciter une réflexion interdisciplinaire susceptible de déboucher sur une meilleure connaissance des retombées positives ou négatives de la défense et d'améliorer ainsi la préparation des décisions gouvernementales concernant l'ensemble des composantes de la sécurité nationale.



NOTES

¹ KORB Lawrence J. : "The end of the Cold War and declining military expenditures". *Disarmament*, Vol. XIII, n° 3, New York, 1990, p.4.

² SMITH Ron : "Models of military expenditure". *Journal of Applied Econometrics*, n° 4, pp. 345-360, 1989. FONTANEL Jacques & SMITH Ron : "The impact of strategy and measurement on models of French military expenditure". *Defence Economics. The political economy of defence, disarmament and peace*, Editors Hartley & Sanders, Volume 1; Number 4, pages 261-274, 1990.

³ DEGER Saadet & SEN Somnath : "Military expenditure. The political economy of international security". *Strategic Issue Papers, SIPRI*, Oxford University Press, 1990.

⁴ FONTANEL Jacques : "Les comparaisons des dépenses militaires" in "Défense et Economie", Secrétariat Général de la Défense Nationale, Actes des Journées d'Etudes de Nice, 14 et 15 Septembre 1989, Paris, 1990. FONTANEL Jacques : "Le concept de dépenses militaires". *Défense Nationale*, Décembre 1980; FONTANEL

Bibliographie

Deger, S., Sen, S. (1990), *Military Expenditure. The political economy of international security*, Strategic Issue Papers, SIPRI, Oxford University Press.

Fontanel, J. (1980), Le concept de dépenses militaires, *Revue Défense Nationale*, Décembre.

Fontanel, J. (1982), Les comparaisons des dépenses militaires, *Revue Défense Nationale*, Novembre.

Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.

Fontanel, J. Smith, R. (1985), *L'effort économique de défense*, Arès, Défense et Sécurité, n° Spécial., Grenoble.

Fontanel, J. (1989), Les estimations des dépenses militaires, Arès, Défense et Sécurité, 1.

Fontanel, J., Smith, R. (1990), The impact of strategy and measurement on models of French military expenditures, *Defence Economics*, Col 1 (4).

Fontanel, J. (1989), Les comparaisons des dépenses militaires, in « Défense et Economie », SGDN, Actes Journées d'Etudes de Nice 14-15 Septembre.

Korb, L.J. (1990), The end of the cold war and declining military expenditures, *Disarmament*, XIII (3), ONU. NY.

ONU (1981), Réduction des dépenses militaires, Etudes n°4. NY

ONU (1983), Reduction of military budgets, Refinement of international reporting and comparison of military expenditure, Study series n°10.

ONU (1986), Reduction of Military Expenditure. Construction of military price indexes and purchasing-power parities for comparison of military expenditures, Study series n°15.

Rogov, S. (1990), The end of the cold war and soviet military spending, United Nations.

SIPRI Yearbook 1990, World Armaments and Disarmament, Oxford University Press.

USADA (1990), *World Military Expenditures and Arms Transfers 1989*, Washington, October.

Smith, R. (1989) Models of military expenditures, *Journal of Applied Econometrics*, n°4.